

ne posaient pas trop de problèmes à son esprit mal déstanilisé¹³. Mais ces voiles idéologico-conceptuels se montrèrent bien trop légers au fur et à mesure que le parti, sous la direction de Berlinguer, progressait dans sa « longue marche à travers les institutions ». Marche à tâtons que le « compromis historique », formule journalistique devenue concept, n'éclaire guère.

Entendons-nous : la direction du PCI a un projet de transformation de la société, matérialisé dans le compromis historique, la collaboration de classe institutionnalisée. Pour utopique qu'il soit, il existe, et il serait absurde de réduire la politique de Berlinguer à sa volonté de défaire la classe ouvrière. La politique du PCI est totalement contre-révolutionnaire en ce sens qu'il veut bloquer la révolution, mais avec l'illusion de pouvoir la remplacer par un processus de réformes et de transformations graduelles qui garantissent ses intérêts de bureaucratie. Vu la nature même de ce projet, et des alliances qui le sous-tendent, il est extrêmement ardu de lui trouver une couverture idéologique qui ne craque pas à chaque tournant tactique un peu brusque, ce qu'une telle politique implique inévitablement. Le parti attrape alors le mal de mer et le doute commence à y pénétrer. La direction du PCI ne peut échapper à ce problème, et c'est un de ses points sensibles : dans les moments les plus tendus (les nombreuses manifestations de refus de l'austérité dans les syndicats, par exemple) elle dénonce l'« égoïsme » et le « corporatisme » des travailleurs qui gardent une « vision étroite » de classe; quand elle veut en donner une explication elle reproche à ces mêmes travailleurs, après un si long temps passé dans l'opposition, de ne pas avoir acquis de « culture de gouvernement ». Elle fait ainsi une pirouette conceptuelle de plus pour faire retomber sur les travailleurs ses propres carences.

La direction du PCI a montré qu'elle était consciente des risques que son aplatissement idéologique et sa pratique politicienne pouvaient entraîner pour la santé de son parti. A l'automne 1977 (en juillet elle venait de signer l'accord prommatique avec la la DC) elle publiait et organisait une vaste campagne d'explication autour de son *Projet à moyen terme*, campagne qui fut un fiasco total car elle révélait l'incapacité de faire cadrer la politique d'austérité avec un projet de transformation profonde en faveur des larges masses. Le *Projet...* tomba dans les oubliettes.

En février 1978 (tout juste après le tournant de l'EUR des syndicats), elle organisa à Naples une grande conférence de ses cadres ouvriers qui, si elle réussit certes, par sa composition, à rappeler que le PCI était un grand parti ouvrier, ne fut pas exempte de malaise, vu son thème central: comment appliquer l'austérité dans les entreprises ?

Le malaise de beaucoup de travailleurs communistes s'est traduit soit par la démobilisation et la passivité, soit par une tendance à manifester leur opposition à la ligne de leur parti dans le cadre du syndicat et dans les luttes. (On pourrait donner des dizaines d'exemples de ce phénomène, rappelons-en deux : en automne 1976 dans de nombreuses usines, les propositions de sacrifices présentées par les dirigeants syndicaux communistes furent souvent mises en minorité par les ouvriers du PCI eux-mêmes ; et, récemment, au cours de la lutte pour les « 61 » les ouvriers communistes de la FIAT se sont ouvertement opposés à leur direction.)

Les exemples sont si nombreux que la presse du PCI est obligée d'en rendre compte. Ainsi Gerardo Chiaromonte, envoyé au congrès local du PCI de l'Alfa sud (février 1979), rapporte avec des formules sybillines : « *Un accord général est apparu sur les positions politiques que nous avons prises au cours des dernières semaines [la rupture avec la majorité – NDLR], même si, dans quelques interventions les références à l'expérience des deux dernières années m'ont semblé marquées non pas par la recherche indispensable et l'évaluation des erreurs commises, mais par différents types d'orientations sectaires ou par une compréhension imparfaite des objectifs d'une grande force démocratique et populaire comme la nôtre.* »¹⁴ Dans *Rassegna Sindacale*, l'hebdomadaire de la CGIL, Luciano Lama reconnaît que « *le problème a été et est toujours celui de convaincre les travailleurs d'accepter la ligne adoptée depuis un moment par la direction.* »

De même, un débat avec des dirigeants du PCI de la FIAT au lendemain des élections montre bien dans quelle situation malaisée se trouvent les ouvriers communistes : « *On se rappelle bien qu'aucun communiste n'arrivait à parler dans les assemblées, à la fin on se taisait complètement. Tous les groupes nous agressaient : maintenant vous y êtes aussi au gouvernement. La ligne de l'austérité était difficile à expliquer, à faire passer, et chacun pouvait l'instrumentaliser et c'est d'ailleurs ce qui s'est passé. Et trop de nos camarades alors ont pensé : mieux vaut rester à l'opposition. Et en effet, ces derniers mois [après le retour à l'opposition – NDLR] ces camarades ont repris courage et ont recommencé à militer.* »¹⁵ Un autre : « *La difficulté que nous avons à discuter la ligne du parti entre nous s'est répercutée sur notre capacité à la discuter avec les autres.* » Il souligne que : « *Beaucoup de vieux ouvriers qui ont quand même voté PCI n'étaient pas d'accord que nous fassions alliance avec les démocrates qui nous ont tapé dessus depuis trente ans.* » Ou encore : « *Nous avons été attaqués en permanence au cours de ces trois années : la loi sur l'échelle mobile, le ticket sur les médicaments. Il semblait que chacun d'entre nous en portait un peu la responsabilité !* »¹⁵.

C'est cette passivité et ce transfert du mécontentement dans le

syndicat qui expliquent le peu de succès jusqu'ici de la « ligne des sacrifices » dans les entreprises. Ils expliquent aussi, en partie, pourquoi il n'y a pas d'opposition organisée d'une certaine consistance au sein du PCI ou de rupture ouverte. L'autre raison étant l'absence criante de direction politique alternative, et les travailleurs qui sont conscients de la nécessité et de la possibilité d'un changement politique d'ensemble ne voient toujours que le PCI – malgré les critiques qu'ils lui font – pour le réaliser.

La déchirure entre le PCI et la jeunesse s'est manifestée de façon bien plus brutale et a eu des répercussions très fortes sur l'organisation jeune, la FGCI. En 1977, la direction du PCI avait choisi consciemment de sacrifier la jeunesse – à qui elle ne pouvait rien offrir vu sa politique d'austérité. Et donc, au lendemain de l'échec électoral, particulièrement dramatique chez les jeunes, la direction du PCI en fit porter la responsabilité à la FGCI l'accusant de n'avoir rien compris aux problèmes qui travaillaient la jeunesse. La direction de la FGCI essaya de réfléchir aux causes de ses échecs et elle ne pouvait qu'en arriver à une ébauche de critique de la ligne du parti. Ainsi d'Alema, secrétaire de la FGCI écrivait-il dans *Rinascita* : « *Nous n'avons pas assez compris les rapports entre les problèmes de la vie et de la liberté et la transformation sociale. Une partie de nos voix jeunes de 1976 avait un caractère « radical », et quand ces rapports se grippent, les orientations générales changent : trop de choses n'ont pas fonctionné, la réforme manquée de l'école, l'échec de la loi sur l'emploi des jeunes, etc. Il y a eu perte de confiance dans une transformation sociale capable de changer la vie. Les deux termes se sont scindés et nous en avons payé les conséquences.* »¹⁵

Il n'ira pas beaucoup plus loin cependant dans cette réflexion. A la rentrée 1979 le journal de la FGCI, *La Città futura* s'essaya à un langage nouveau, abordant de nombreuses questions ignorées, sinon dénoncées, jusqu'ici. Mais la direction du PCI comprenant bien qu'il ne fallait pas soulever une série de problèmes auxquels sa politique d'austérité ne permettait pas de répondre et que son œuvre moralisatrice réprouvait, a coupé court à cette timide expérience de la façon la plus brutale : en arrêtant la publication du journal. La raison donnée officiellement fut sa situation matérielle, mais dans une interview à *l'Espresso*, Adornato, directeur du journal expliquait : « *Città futura pouvait et devait vivre, mais on ne le lui a pas permis [...] à cause surtout de la réticence de la direction du parti à accepter un discours vraiment neuf sur les jeunes.* » Quelques jours plus tard, il publiait un « rectificatif » dans *l'Unità*. Comme quoi les bonnes vieilles méthodes servent toujours en cas de difficultés ! Mais on peut douter qu'elles permettent au PCI de résoudre ses problèmes avec la jeunesse.

On pourrait croire que, au moins dans un secteur, le PCI ne connaît pas trop de problèmes : celui, très fort, des administrateurs communistes, favorisé par ces trois années d'union nationale. Et pourtant, là aussi, des inquiétudes se font jour, pour des raisons bien particulières, il est vrai. Les tensions se sont en effet multipliées au cours de ces dernières années entre les groupes d'élus et de gestionnaires du PCI, qui ne voulaient pas être gênés dans leur politique par les structures normales de direction du parti au niveau local, et les militants du parti qui se voyaient toujours plus transformés en propagandistes de l'action des communes ou régions « rouges ». Certains des administrateurs allèrent même jusqu'à proposer une modification de la structure du parti qui placerait les leviers de direction entre les mains des groupes d'élus.

Une autre cause d'inquiétude touche ce secteur : un des aspects de la politique du « gouvernement des sacrifices » soutenu par le PCI a été de réduire de façon drastique les subventions aux administrations locales, obligeant celles-ci à appliquer à leur niveau la politique d'austérité (frappant les hôpitaux, les logements, les écoles, les transports...), avec la baisse de popularité que cela entraîne. Ainsi, un des éléments qui fait la force de la propagande du PCI, son image de bon gestionnaire et sa politique sociale s'est rapidement ternie, jouant pour beaucoup dans sa baisse aux élections. Diego Novelli, maire communiste de Turin reconnaît : « *Il est vrai que le PCI a perdu des voix dans les quartiers où vivent les pauvres et les marginaux. Mais c'était des quartiers où, jusqu'à il y a quelques années, moins de 10 % payaient le loyer. Aujourd'hui, 65 % le paient. On ne peut pas assainir une situation sans problème.* »¹⁵ Enfin, évidemment, maintenant que leur parti est dans l'opposition, le malaise s'est accru pour ces administrateurs apeurés à l'idée d'un retour à une activité plus « militante » qui les mettrait en contradiction avec leur gestion quotidienne de l'austérité. Et tout cela à quelques mois des élections régionales !

Amendola, dans son fameux article publié fin octobre dans *Rinascita*, traduisait bien l'état d'esprit de ce secteur, essentiel, du parti, qui a un intérêt matériel immédiat à l'application du compromis historique. Les premiers accusés par Amendola sont les travailleurs et les conseils d'usine qui n'en font qu'à leur tête. En outre : « *Les revendications se sont accrues de façon incontrôlée avec un nivellement progressif des rétributions, avec un égalitarisme exacerbé [...] et ce n'est que dans la dernière période, grâce surtout à Lama, que l'on a reconnu que le salaire ne peut pas être considéré comme une variante indépendante de la productivité* ». L'inflation ? Elle est due « *aux hausses de salaires et à la défense acharnée de l'échelle mobile* ». Le chômage ? Selon Amendola il n'est pas dû à l'absence

d'emplois (il y en aurait en abondance), mais au fait que les « *jeunes, diplômés, refusent des offres de travail qui ne correspondent pas à leur aspiration à un emploi de fonctionnaire stable, avec des perspectives de carrière et de retraite assurées dès le départ* ». Les grèves ? Il y en a eu et il y en a trop, et par cette multiplication, le « *syndicat travaille pour un gouvernement autoritaire [et] cette fréquence des grèves ouvre la voie au fascisme* » ! En conclusion, il ne faut pas demander tout (les sacrifices) et le contraire de tout (des contreparties). Oui aux sacrifices tout court ; oui aux licenciements et à la hausse de la productivité ; oui, donc, à une plus forte exploitation dans un seul but : sauver le capitalisme italien¹⁶.

Face au tollé provoqué par cet article dans le parti, la direction a répondu par une manœuvre habile. Elle était à la fois préoccupée de l'état de ses rapports avec les masses et sa base et de la nécessité d'exprimer son accord sur l'essentiel de ce que disait Amendola. Après tout, on trouve mot pour mot ce qu'il a écrit dans de nombreux discours ou articles d'autres dirigeants communistes et, bien naïf serait celui qui pense que Amendola a publié son long article dans *Rinascita* sans l'assentiment de Berlinguer. Les principaux dirigeants du PCI ont donc pris la plume ou la parole pour « attaquer » Amendola, mais sur un seul registre : le fait qu'il n'inscrive pas ses exigences de sacrifices dans une perspective de changement. Au comité central, Berlinguer le lui dit clairement : mais si nous disions les choses comme toi, nous aurions demain les ouvriers dans la rue contre nous. Or pour aller au gouvernement d'union nationale il nous faut renforcer nos liens avec les masses. Il faut donc, dans nos discours, continuer à demander tout et le contraire de tout pour mieux faire appliquer l'austérité.

L'opération a été si bien menée que, à ce comité central, la gauche d'Ingrao qui aurait pu saisir l'occasion, n'a même pas pris la parole et que, contre un Amendola qui voudrait imposer tant de sacrifices aux travailleurs, Berlinguer apparaît comme celui qui leur propose une transformation profonde de la société !

Le paternalisme bureaucratique

Des tiraillements, la direction du PCI en connaît également avec les intellectuels, à l'extérieur comme à l'intérieur du parti. Berlinguer leur avait pourtant assigné un rôle important puisque c'est devant une assemblée d'intellectuels du parti, au théâtre Eliseo, à Rome, qu'il présentait, en janvier 1977, son fameux discours sur *l'Austérité, occasion de transformer la société*. La fonction du discours et de l'assemblée était bien précise : le PCI venait de dire oui à

tous les sacrifices imposés par le gouvernement Andreotti (mis en place en août 1976 grâce à son abstention); il lui fallait maintenant enrober la marchandise dans un discours qui lui donne une certaine envergure idéale (d'où les grands développements à propos de l'entrée des peuples du tiers monde sur la scène de l'histoire, sur une moralité nouvelle contre le vulgaire *consumismo*, etc.). Sur ces grandes lignes, les intellectuels du PCI devaient maintenant plancher. Mais cet os à ronger apparut vite bien maigre (ce n'est pas une image : le discours de Berlinguer disait aussi qu'il fallait manger moins de viande !). Et la liberté de recherche et de débat dont se vante le PCI apparaissait bien limitée, enfermée comme elle l'était dans le carcan de l'union nationale ! La direction fut bien obligée de reconnaître que cette campagne idéologique autour de sa proposition d'austérité ne démarra jamais, pas plus que celle autour du « projet à moyen terme ». En juin 1978, Aldo Tortorella, responsable du secteur intellectuel reconnaît, avec une de ces formules dont le PCI a le secret : « *A un maximum d'alliances politiques a correspondu un maximum de solitude sur le terrain idéal !* »¹⁷

A ce problème général s'est ajouté une rupture importante autour de la question des libertés démocratiques – thème particulièrement sensible dans de nombreux milieux intellectuels – quand le PCI lança sa campagne furibonde de défense de l'ordre public, des institutions et des lois répressives bourgeoises. Les nombreux intellectuels qui se sont élevés contre cette politique criminelle pour le mouvement ouvrier ont été soumis à une violente campagne de dénonciation confiée à la plume sans détour de Giorgio Amendola. Celui-ci saisit l'occasion d'un article de L. Sciascia expliquant pourquoi il aurait refusé d'être juré au procès des Brigades rouges, pour dénoncer le « *défaitisme des intellectuels [...]* *Ce n'est pas l'heure de la fuite et des capitulations individuelles et collectives [...]* *Ceux qui ne défendent pas l'État républicain contre le terrorisme sont des lâches.* »¹⁸ Campagne qui, on peut l'imaginer, contribua à rafraîchir quelque peu les rapports entre les intellectuels et le PCI et explique en bonne partie sa « *solitude sur le terrain idéal* ».

Cette question de l'ordre public demeure brûlante avec l'enquête, dite du « 7 avril », autour des Autonomes de l'université de Padoue (Toni Negri et ses camarades). Le PCI ne s'est pas ému de l'absence totale de fondements et de preuves dans ces arrestations et cette enquête, autres que les idées défendues par les accusés (il fait sans doute confiance à la police italienne pour forger de solides), et certains de ces plumitifs zélés n'hésitent pas, comme on l'a vu plus haut, à parler de mise en procès d'un « courant culturel et théorique ». Certains intellectuels du PCI (en particulier ceux qui avaient fondé *Potere Operaio* avec Negri) se sont désolidarisés de leur parti

en signant un appel qui dénonçait les irrégularités de l'enquête. La direction n'a pas hésité une minute à les dénoncer publiquement et, quelques jours plus tard, Cacciari, l'un des signataires, publiait son « autocritique » dans *l'Unità* !

A la rentrée 1979 le PCI lançait un débat désolant de vide sur ce qui n'allait pas dans sa politique envers les intellectuels. Pour Tortorella, si les campagnes idéologiques du PCI ont échoué la raison est toujours la même : les violentes attaques dont il est l'objet de toutes parts et, surtout, le fait que les intellectuels sont victimes comme les autres de la division du travail et sont donc profondément marqués par des idéologies corporatistes¹⁹.

Dans ce débat, seules quelques interventions s'approchent du nœud du problème. C'est le cas de celle de Cacciari qui explique : « *D'un côté, le débat culturel est « séparé » des processus de formation des décisions et, de l'autre, l'équidistance programmatique entre les différentes propositions favorise celles qui sont « à l'ombre du pouvoir.* »²⁰ Asor Rosa aussi souligne la nécessité de discuter de la ligne du parti et non pas des problèmes sectoriels et insiste sur l'absence de lien entre le débat et les prises de décisions²¹.

Il touche là, évidemment, un point crucial – et sensible – celui du fonctionnement interne du PCI. Quand on observe ce parti, on est toujours surpris par la capacité de la direction à trouver des médiations entre tous les secteurs et les mécontentements. Nous ne reprocherons pas au PCI – comme beaucoup le font en Italie – de se réclamer du centralisme démocratique, mais plutôt de substituer au centralisme démocratique un *paternalisme bureaucratique*. On ne peut pas prétendre que les débats ultra-généraux, verbeux à souhait, jamais spécifiques et jamais tranchés par des décisions, comme cela se fait dans le PCI, et l'obéissance à la direction soient les deux termes du centralisme démocratique. Celui-ci implique un débat démocratique organisé à tous les niveaux du parti, autour de questions précises d'orientation qui soient tranchées par des votes exprimant des majorités et des minorités suivi ensuite par la discipline – pour tous – dans l'action. Quand on voit la pratique du PCI on comprend que parfois il n'y a pas de meilleur moyen de tuer le débat que de le noyer sous les débats. Pour la direction, tant que ceux-ci s'allongent dans la presse spécialisée du parti ou dans des séminaires *ad hoc* où les intellectuels forgent de nouvelles formules, réduisant souvent la discussion politique à un exercice de sémantique, c'est bon. Mais qu'il arrive à quiconque de remettre en cause ouvertement la ligne du parti ou l'action de la direction et c'est le rappel à l'ordre bureaucratique. Comme celui exprimé par Berlinguer à la réunion nationale des secrétaires de fédérations en septembre 1979 :

« *Dans cette situation complexe, nous sommes pressés de de-*

mandes de débat, de recherche; et on nous pose des questions pressantes : qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce qui est en train de changer ? Qu'est-ce que nous n'avons pas compris ? Où allons-nous ? Ce sont des questions auxquelles nous devons répondre, et nous devons donc progresser dans le débat, la recherche, sans crainte et sans réticence. Nos centres d'études, les séminaires que nous organisons, notre presse doivent justement servir à ce débat [...] Mais on voit aujourd'hui souvent une perméabilité excessive du parti aux positions des autres. Il y a ceux qui – discutant légitimement du caractère du centralisme démocratique et de son application correcte – ont fini par contribuer à donner de notre parti, de sa vie interne, une image très éloignée de la vérité, presque celle d'un parti non démocratique. Il y a ceux qui ont parlé de fermetures de journaux par une « intervention » d'en haut, ou qui ont décrit dans certains journaux les débats de nos organes dirigeants comme des oppositions fantastiques entre « opportunistes » et « non-opportunistes » [...] Il y a eu enfin ceux qui ont cru opportun de lancer et signer un appel – je me réfère à celui relatif au « 7 avril » – qui n'était pas cohérent avec notre ligne et qui ont, même si ce n'est que momentanément, obscurci (même si ensuite notre réponse et les rectifications ultérieures ont permis de la clarifier) la position limpide du PCI contre le terrorisme. »²²

Une croisade pacifiste dans les couloirs de l'OTAN !

Il est une dernière question sur laquelle la direction du PCI commence à rencontrer une opposition, c'est sa politique internationale, sa prise de distance avec Moscou et ses prises de positions autonomes sur toutes les questions internationales.

Ces derniers mois et ces dernières semaines ont confirmé dans la pratique ce choix de la direction du PCI. Celle-ci se place du point de vue d'une force politique de gouvernement d'un État particulier, l'Italie, et détermine ses choix à la fois du point de vue « objectif » des intérêts nationaux de l'Italie et de son besoin de rassurer la bourgeoisie italienne avec qui elle se propose de gouverner. Et l'on connaît dans ce domaine l'audace sans limite de Berlinguer qui prétend construire le socialisme sous le parapluie militaire de l'impérialisme américain.

On se limitera ici à examiner ses positions à propos de l'installation des missiles américains en Europe et de l'attaque soviétique en Afghanistan.

Que la position de Berlinguer sur la question de l'installation de missiles américains Pershing et Cruise en Europe soit pétrie de

contradictions est facile à comprendre. Son acceptation de l'OTAN implique l'acceptation des missiles, mais il comprend aussi que l'installation – prévue – de 80 missiles en Italie renforcera les liens de celle-ci avec les USA, rendant bien moins possible sa participation au gouvernement. Berlinguer a donc mené campagne contre les missiles, aussi bien américains que soviétiques, en demandant un ré-équilibre par le bas des forces militaires entre les deux blocs, demandant même à l'URSS de faire un geste en retirant plusieurs de ses missiles placés à la frontière est de l'Europe capitaliste. Pas un mot pour dénoncer la campagne impérialiste sur la prétendue supériorité nucléaire de l'URSS (au contraire le PCI l'accrédite de fait), pas un mot pour dénoncer le renforcement des armements impérialistes qui se masquent derrière le rideau de fumée de SALT II, mais une simple croisade pacifiste dans les couloirs de l'OTAN.

Quand les troupes soviétiques sont entrées le 4 janvier à Kaboul, la réaction du PCI ne s'est pas fait attendre. Les révolutions, pas plus que les contre-révolutions ne s'exportent, affirme la déclaration du PCI qui dénonce vigoureusement les dirigeants soviétiques qui s'enferment dans la logique des blocs, mettant en danger la détente. Giancarlo Pajetta précisera bien le sens de cette condamnation : *« On ne peut pas oublier que, sur les montagnes afghanes, en même temps que de nombreuses vies soviétiques et afghanes, on a perdu des millions de consensus dans le monde entier, on a jeté la tourmente dans toutes les consciences, on a démobilisé des forces qu'il faut au contraire rendre présentes et actives si l'on veut, et c'est le cas, la coexistence pacifique et l'indépendance des peuples, la reprise du processus de détente et donc la garantie du désarmement [...] En tant que communistes, nous n'avons eu aucune crainte, ni hésitation à traduire par notre condamnation de l'intervention soviétique et par l'expression d'un désaccord sans équivoque avec les communistes d'URSS et d'autres pays du monde notre internationalisme et notre long engagement pour sauver la paix dans l'intérêt de notre pays et du monde entier. »*²³ Ce que Pajetta ne précise pas, c'est que cette action pour « sauver la paix », le PCI la confie en premier lieu et essentiellement aux gouvernements bourgeois et à l'OTAN. C'est tout le sens de la motion présentée par le PCI au Parlement de Strasbourg à majorité réactionnaire contenant entre autres points :

- le Parlement condamne l'intervention d'URSS en Afghanistan;
- il exige le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan;
- il demande aux pays européens membres de l'OTAN d'œuvrer dans cette instance pour faire prévaloir la ligne de la négociation;
- le PCI invite le Conseil des ministres de la CEE à assumer une position commune en faveur de la détente et de la paix.

Et un éditorial du 18 janvier de *Rinascita* rappelait bien : « Ce

qui est en discussion, il est opportun de le rappeler encore une fois, ce ne sont pas les alliances politiques et militaires que notre pays et d'autres pays européens ont contractées avec les États-Unis et auxquelles personne ne demande de renoncer, ce dont il est question, c'est de l'Europe communautaire, comme nouveau sujet de relations internationales, et de sa capacité à se doter d'une politique propre. »

Ainsi, si le PCI condamne en toute indépendance l'intervention des troupes soviétiques, non seulement il ne dit pas un mot sur les agissements de l'impérialisme, mais il se retire derrière les institutions européennes impérialistes pour mener sa bataille pour la paix. Ces prises de position sont importantes, car si on était habitué aux déclarations d'indépendance du PCI par rapport à Moscou, c'est la première fois qu'il passe aux actes.

Face à la crise internationale et italienne, le PCI maintient donc ferme le cap sur l'Union nationale et le compromis historique. Mais ne risque-t-il pas de s'embourber dans ce gué au milieu duquel il dit se trouver ?

Anna Libera

NOTES

1. *Stern*, 16 août 1979.
2. Adalberto Minucci, « Gli impegni del PCI », *Rinascita*, 4 janvier 1980.
3. Luciano Lama, « Scioperiamo perché si governi ! », *Rinascita*, 11 janvier 1980.
4. On appelle ainsi le tournant syndical de janvier 1978 qui endossait l'austérité et qui se tint à la salle de l'EUR à Rome.
5. Projet de thèse pour le XV^e Congrès du PCI, par. 82.
6. *Rinascita*, 8 juin 1979.
7. A. Minucci, « Dentro il voto, la società », *Rinascita*, 15 juin 1979.
8. Rapport de Berlinguer, *Unità*, 6 juillet 1975.
9. Renzo Gianotti, « Sulle lotte alla FIAT », *Rinascita*, 22 juin 1979.
10. Enrico Berlinguer, « Il compromesso nella fase attuale », *Rinascita*, 24 août 1979.
11. G. Chiaromonte, « Quale risposta alla FIAT », *Rinascita*, 19 octobre 1979.
12. *Rinascita*, 19 octobre 1979.
13. Le « retour à Gramsci » du PCI sera en effet très tortueux, non seulement parce que malgré tout on ne peut vraiment pas tout lui faire dire, mais aussi car il mettait trop en relief l'alignement total de Togliatti sur Staline. Rappelons pour mémoire la lettre envoyée en 1926 par Gramsci au CC du PCUS déplorant la façon dont était menée la bataille contre l'Opposition de gauche – dont il se différenciait – où il avait l'impudence de dire « Trotsky a été notre maître... ». Cette lettre, Togliatti, alors représentant du PCI à Moscou ne la remettra jamais au CC du PCUS. Elle ne sera rendue publique qu'en 1964 par la direction du parti. Rappelons aussi que la première édition des *Lettres et Cahiers* de prison de Gramsci en 1948 sera largement expurgée des références gênantes aux yeux de Togliatti.
14. *Rinascita*, 23 février 1979.
15. *Rinascita*, 15 juin 1979.
16. *Rinascita*, 24 octobre 1979.

17. *Rinascita*, 9 juin 1978.
18. *Corriere della Sera*, 5 juin 1977.
19. *Rinascita*, 26 octobre 1979.
20. *Rinascita*, 7 décembre 1979.
21. *Rinascita*, 14 décembre 1979.
22. *Unità*, 20 octobre 1979.
23. *Rinascita*, 11 janvier 1980.